

Dossier coordonné par Patrick Dieuaide
Le Commun
ou la relocalisation du politique

La rédaction d'EcoRev' vous convie
à un débat autour de son numéro
39 en compagnie de :

Délia Fernandez
militante du mouvement
"Démocratie réelle maintenant !"

Brigitte Jaboureck
volontaire-permanente ATD
Quart Monde

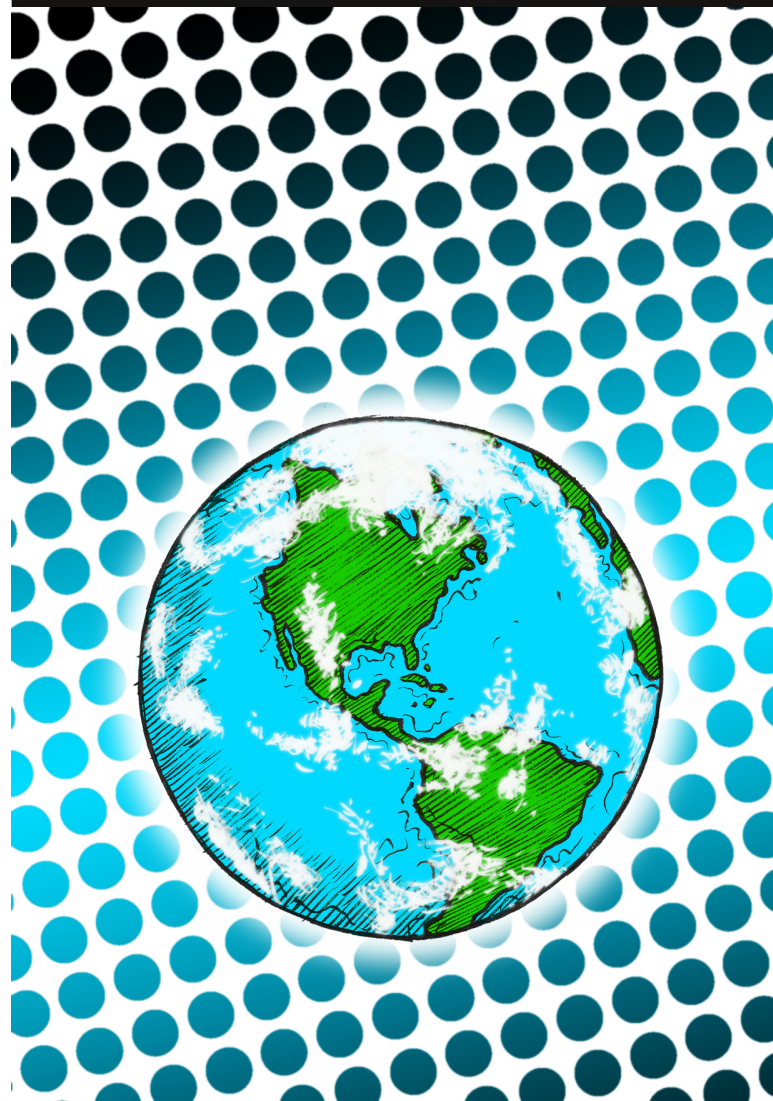
et **Alice Le Roy**
militante écologiste, journaliste et
enseignante

Le débat sera animé par
Elise Lowy

RDV le 20 décembre 2012
de 20h à 22h

Salle des expositions
de la Mairie du 2^e
8 rue de la Banque
75002 Paris
Accès libre

REVUE
CRITIQUE
D'ÉCOLOGIE
POLITIQUE



Pour commander le numéro 39,
rendez-vous sur <http://ecorev.org>
ou
sur <http://www.difpop.com>

A quand un New Deal politique autour du commun ?

Que peuvent bien avoir de "commun" des questions aussi diverses que celles de l'adoption et du mariage gay, du droit de vote des étrangers, de la dépénalisation du cannabis, de la pénurie chronique de logement ou encore de la construction du nouvel aéroport de NDDL ? Tout simplement le droit pour les homosexuels, les immigrés, les jeunes, les pauvres ou encore les agriculteurs (liste non exhaustive) d'exprimer, de produire et de vivre de leurs différences mais aussi d'en avoir les moyens matériels, juridiques et financiers. Comme l'a très tôt affirmé le mouvement des Indignés, il est temps pour ces communautés de vie de prendre place dans l'espace politique et social et d'affirmer, comme tout un chacun, leur présence au monde dans un rapport ouvert, libre et productif de lien social.

Mais le commun comme "être-ensemble" ou comme "agir collectif" n'est pas un ordre spontané. Son histoire est celle d'une construction politique et sociale plurielle et chaotique. Inscrite à l'origine dans le droit romain sous les notions de res publica (chose qui appartient à tous) et de res nullius (chose qui n'appartient à personne), la notion de commun a été reprise par les pères de l'Eglise à travers l'universalité du droit d'usage ; nous la retrouvons au cœur du mouvement des enclosures dans l'Angleterre des 16 et 17^{ème} siècle. Récemment, les travaux du prix Nobel Elinor Olstrom (2009) sur la gestion des ressources naturelles, et plus largement les débats autour de la sanctuarisation des biens publics comme la culture et les connaissances s'inscrivent dans le prolongement de cette tradition de pensée.

Aujourd'hui, le commun déborde de toute part cette approche objectiviste du rapport à la Nature et aux choses pour impliquer le rapport des hommes entre eux. Circuler, produire, coopérer, lutter sur le mode du vivre-ensemble : le commun ne cesse de s'afficher comme une alternative politique aux valeurs et modèles de société portés par le libéralisme et la social-démocratie.

Mais le Commun demande aussi une ossature institutionnelle qui jette les bases d'une forme politique d'autogouvernement des hommes : non pas plus ou moins d'Etat, mais la création d'un espace public non étatique ; non pas plus ou moins de marché mais la création d'un espace social de libre circulation des produits et des activités ; non pas davantage de démocratie représentative mais la reconnaissance pleine et entière d'une citoyenneté politique au fondement d'une démocratie directe et participative.

Nous appelons la gauche, toute la gauche, à s'emparer de ces questions. Face à l'impuissance des Etats à formuler des compromis républicains capables de jeter les bases d'une société plus juste et solidaire, il est plus que temps que la société salariale parte à la reconquête de son autonomie politique. Nous aimerions que la gauche de gouvernement participe clairement de ce projet. Qu'elle prenne toute sa part dans l'élaboration d'une politique d'émancipation qui rompt avec une approche économisciste de la société. Qu'elle donne au commun les moyens de sortir de la précarité. Nous ne lui demandons pas davantage.